

RUPTURE NATIONALISTE DANS L'HISTOIRE DE LA SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE: 1954-1962**

Mohammed MANAA***

Nous avons retenu de traiter dans ce travail de l'idée de rupture avec le passé dans l'histoire de la société algérienne. Nous essayons dans un premier temps de remonter la trame des événements historiques et d'analyser leur impact sur l'avènement de la rupture entre 1954 et 1962 en Algérie. Ceci nous permet de tenter une explication permettant de relier l'évènement-rupture de la dynamique sociale à d'autres traits que nous jugeons, à priori, pertinents et consensuels et non à des causes isolées propres à chaque spécificité. Si le choix de l'évènement-rupture dans l'histoire de la société algérienne paraît à priori subjectif, il n'en demeure pas moins objectif quant à sa place dans l'historiographie événementielle, et son insertion dans une théorie plus générale du mouvement des sociétés de l'après-guerre.

CONTEXTE HISTORIQUE

La fin de la seconde guerre mondiale marque la fin d'une période dominée par le fléau et les crimes odieux du nazisme allemand, événement aberrant dans l'histoire de l'humanité. Cette fin devait soulager tous les peuples du monde et les affranchir de l'hégémonie des tutelles étrangères dans la plupart des cas.

Cependant, les considérations politiques et les convoitises de la prépondérance économique ont contaminé, une fois de plus, les relations censées être cordiales entre les peuples. Les alliances

* Cet article a fait l'objet d'une communication dans le cadre du séminaire « le chercheur et la culture » organisé par le Centre de l'Enseignement Francophone en Amérique du Nord (CEFAN) de l'Université Laval, Québec (Canada), du 7 au 10 avril 1990.

** Chargé de cours à l'Institut des Langues Etrangères, Université d'Annaba

militaires s'organisent de nouveau et la guerre idéologique s'installe. Chaque partie s'empare des points dits "stratégiques" et remplit les territoires "vides".

D'un côté, l'URSS refuse d'évacuer l'Europe de l'Est et entame sa pénétration au centre et au Sud-Est de l'Europe; de l'autre, l'engagement américain s'affirme dans la mise en place de l'équilibre dans les forces continentales. La reconquête des anciennes colonies africaines et asiatiques franco-britanniques a repris avec la recrudescence de la violence. Bref, on invente toute chose qui, objectivement parlant, contribue à faire dévier de sa juste trajectoire et de sa légitime finalité libératrice une paix tant espérée et considérée comme un but idéal, non pas sélectif mais universel.[1]

En conséquence, l'Algérie, "partie intégrante" de la France métropolitaine se trouve bon gré mal gré embarquée sur le même navire de l'Alliance Atlantique. Dans cette partie du monde, l'imaginaire social sort du long sommeil politique, d'une époque d'aliénation et provoque un cycle historique dont le processus n'apparaît clair qu'avec le recul.

Au lendemain de la guerre le processus réformateur se heurte d'une part à la résistance des anciennes institutions, par conséquent au pouvoir établi et à ses institutions, et de l'autre à l'obsession communiste, où toute action non conforme à l'orthodoxie du pouvoir se trouve étiqueter comme gauchiste ou communiste tout court.[2]

ASPECTS DIMENSIONNELS DE LA RUPTURE

Notre propos est intimement lié et limité à l'idée de rupture avec le passé, idée fondatrice d'une société émancipée, progressive, victorieuse de son vieux temps, tournée vers un avenir moderne, prometteur et dynamique. Cependant, l'analyse de l'événement du passage d'une société à une autre nous impose de nous entendre sur le concept de l'événement-rupture fondateur et fondamental que les historiens qualifient de révolution [3] et sur son application à un nouveau découpage du réel.

La rupture sous forme de révolution entraîne la participation de l'essentiel de la société dans une phase d'activité politique. La révolution, ce complexe de référence, affecte tous les phénomènes politiques et sociaux. L'imaginaire social instituant se met au travail et

s'attaque explicitement au remplacement des anciennes structures politiques du pouvoir en place par de nouvelles structures au profit du peuple et admises par celui-ci.

Ce réveil de l'imaginaire social se veut une victoire sur le passé et la mise en question d'une foule d'autres dimensions formellement instituées ou non de la vie sociale. Le changement des institutions est l'oeuvre du travail de la société sur elle-même, que nous identifions d'imaginaire social, un processus qui a ses propres ruptures et sa propre temporalité. De ce processus, la révolution est un noeud qui constitue, à la fois, un aboutissement et une continuité, afin que les opérations de transformation puissent se poursuivre, sans porter atteinte aux aspirations de l'individu. [4] Il est supposé donc y avoir un synchronisme entre les dimensions politiques de la révolution et les autres aspects du changement social.

Notre propos dans cet article n'est pas l'étude conceptuelle de la révolution qui reste d'ailleurs le sujet d'un débat continu entre les praticiens des sciences sociales qui tentent de lui donner une historiographie rigoureuse [5]; mais la recherche de l'adaptation d'un modèle historique intégrant à notre objet.

Nous constatons que le changement qui a eu lieu dans la société algérienne s'effectue sur un temps relativement long. Cependant, à partir de l'avènement de l'événement-rupture, ce changement tend à se produire à une vitesse sensiblement plus rapide que sa dynamique précédente. Ceci donne, au phénomène révolution, l'aspect d'un changement global de la société algérienne. Par ailleurs, il arrive que la révolution puisse n'avoir que peu de conséquence sur la dynamique d'ensemble social, comme dans le cas des nombreux coups d'état que l'histoire a connus. La rupture, ici, s'effectue sur un temps plutôt court, altérant essentiellement le régime politique en place.

Comme il se trouve également qu'une révolution de la société peut ne se traduire par aucun bouleversement politique apparent, si le système politique - comme dans l'Angleterre d'après 1688 - est capable d'apporter des modifications et des mutations non globales mais par petites touches. Dans un cas comme dans l'autre, l'événement-rupture perd de son historicité. Le changement n'a été que partiel puisque les structures sociales anciennes demeurent en place.

RUPTURE NATIONALISTE

Dans le climat explosif de l'après-guerre, la société algérienne perd toute illusion de justice et d'égalité et manifeste sa volonté de rompre avec un passé dominé par des structures sociales archaïques et un héritage porteur du fait français. Cette volonté du refus colonial existe déjà chez l'Algérien depuis 1830. La contestation coloniale s'est relayée de génération en génération et a demeuré vivace malgré une répression continue.

Pendant tout ce temps-là, le pouvoir colonial résiste en faisant valoir sa supériorité matérielle et militaire face à une résistance populaire désordonnée, aux dimensions sans envergure et sans but précis. En effet, les insurrections populaires du siècle précédent ne peuvent même pas se concevoir pour des raisons idéologiques et culturelles déficientes.

En 1945 les manifestations pacifiques, à l'occasion de la signature de l'Armistice internationale, tournent en émeute. Quarante cinq mille Algériens sont tués. Le silence est rompu, la contestation prend une autre forme. Une puissance de négation est apparue qui ne cherche plus à dapter les valeurs universelles proposées sous les traits d'une culture conquérante et exclusive, mais bien à s'en débarrasser.

L'égalitarisme convulsif d'avant-guerre s'estompe peu à peu et la volonté de sortir du guêpier colonial s'accroît. L'agent historique de la prise de conscience nationale a changé au cours de la seconde guerre mondiale. Le bilan de la colonisation est, jusque-là, lourd de conséquences pour la société algérienne. L'Algérien dépossédé, déraciné, exilé même dans son propre pays, est réduit en sous-homme, en un indigène serviteur, bête et buté.

Dans le même moment, la minorité européenne prétend, en toute équité, trouver des solutions à ses rapports avec la communauté locale au statut inférieur et poursuit la consolidation de ses pouvoirs et l'aliénation de ce peuple pourtant majoritaire. Cependant, et selon l'historien Français Jean-Claude Vatin,[6] si la minorité européenne avait accepté sans équivoque le projet d'édification d'une société unitaire, basée sur l'égalité des droits entre tous les habitants de l'Algérie, le problème de cohabitation aurait trouvé une solution, au moins temporaire, après la première guerre mondiale qui constitue

une période où le projet d'assimilation est soutenu par une grande partie de l'élite algérienne colonisée.

Mais la prépondérance politique et socio-économique des européens corrompt leur vision du réel. Les objectifs et les valeurs qu'ils poursuivent au nom d'une "société algérienne" se réduisent, en fait, à la poursuite de leur propre bien-être et à la réalisation de leur être de dominateur. Depuis son arrivée en terre algérienne, la poignée d'européens poursuit l'idéal de la destruction de la race de l'autre[7] ou, à défaut, son asservissement et l'occupation de son espace en rompant les attaches écologiques de sa vie traditionnelle.

L'iniquité des moyens matériels a permis à la minorité européenne de réussir dans son entreprise au prix d'une terreur inouïe et des holocaustes durant des dizaines d'années. Pendant plus d'un siècle, cette poignée de capitaliste domine et transforme, selon son désir, le paysage naturel et humain de l'Algérie "indigène", impuissante et asservie. La société paraît, pendant ce temps, survivre plus que vivre, accrochée farouchement à sa culture qui lui préserve un fonds de valeurs et de pratiques lui assurant un minimum d'autonomie.

En effet, c'est à travers ce minimum d'autonomie que l'Algérien découvre plus tard sa différence avec l'autre. Son refus de l'aliénation provoque l'affrontement de deux volontés opposées et réduit à néant l'espoir de réconcilier l'inconciliable. La situation devient très complexe dès que les aspirations de l'un et de l'autre sont fondamentalement divergentes.

Alors que la minorité dominante, attardée au maintien de privilèges désuets et d'une possession avantageuse, s'engage à défendre les institutions en place, l'Algérien parvient à formuler les projets de son autonomie dans un cadre opposé. Ainsi, le possible d'un avenir propre est envisagé. L'Algérien méprise l'image aliénée de lui-même. Il ne se contente plus de modifications par petites touches qui l'ont endormies pendant plus d'un siècle, mais aspire à son affranchissement total. La reconnaissance brutale du fait de son infériorisation dû au présent colonial, engendre sa révolte. Il redéfinit son identité propre et se révèle irréductible à l'archétype occidental. Il se découvre un espace personnel, autonome et affronte les conditions objectives de son aliénation. Il réalise la nouveauté de l'option idéologique se traduisant alors sur le terrain et la disputant implacablement à l'occupation étrangère en dépit de tous les risques. Cette conduite de libération,

expulsant l'autre de sa conscience, est la brusque résurgence de la vitalité collective.

La dynamique de la société, sous l'impulsion d'une unité minimale, atteint la vitesse relative synchronique du changement qui permet de mieux identifier les forces en présence. Un groupe de nationalistes algériens prend de plus en plus conscience des contradictions de la société et entreprend la reconstitution, avec des bases sociales inaliénées, des structures d'expressions adaptées aux réalités du moment.

Cette prise de conscience du réel à travers la perception du contenu social, quoique encore contrarié, donne un sens cohérent et une dynamique d'ensemble au nationalisme algérien. Cependant l'idéologie nationaliste dans le cas de l'Algérie ne peut s'affirmer sans une conscience culturelle. Une tâche, non sans grandes difficultés, dû à l'effet désastreux de la déculturation que subit la société[8]. Ce qui explique chez les Algériens, dès la période d'après-guerre, un éveil de nature objective, un réel intérêt concernant la culture nationale et l'acquisition des techniques inconnues d'eux jusque-là et encore hors de portée, la vie moderne et ses besoins.

La société cherche à évoluer, à s'adapter aux nouveaux modes de vie, bref à s'émanciper. L'Algérien se cherche dans un monde industriel où les affrontements politiques entre classes, entre nations et entre idéologies sont monnaie courante. L'optique de la vie change chez l'Algérien à la lumière des événements et des expériences, quoique la reconquête du sol comme structure d'activité économique reste la fierté de l'individu et de la collectivité.

Cependant, la rupture en tant qu'événement révolutionnaire doit affecter, en plus des phénomènes socio-économiques et culturels, le régime politique en place. La lutte de libération nationale, déclenchée le premier novembre 1954, s'inscrit dans cette optique. Mais il ne faut pas cependant croire que cette lutte est la mise en pratique d'une théorie, ou justifiée par une série de raisons claires, ou approuvée scientifiquement.[9] Il n'est rien de tout cela. La seule vérité, c'est l'existence même d'un peuple et d'une culture.

La lutte de libération a pour idéal l'autodétermination et le pouvoir du peuple à faire son être selon son désir. Le processus de transformation s'articule autour de ces objectifs pertinents. Le mouvement devient sensiblement plus rapide dans les années 1960 et cela dès que la société nationale retrouve sa personnalité politique, son

expulsant l'autre de sa conscience, est la brusque résurgence de la vitalité collective.

La dynamique de la société, sous l'impulsion d'une unité minimale, atteint la vitesse relative synchronique du changement qui permet de mieux identifier les forces en présence. Un groupe de nationalistes algériens prend de plus en plus conscience des contradictions de la société et entreprend la reconstitution, avec des bases sociales inaliénées, des structures d'expressions adaptées aux réalités du moment.

Cette prise de conscience du réel à travers la perception du contenu social, quoique encore contrarié, donne un sens cohérent et une dynamique d'ensemble au nationalisme algérien. Cependant l'idéologie nationaliste dans le cas de l'Algérie ne peut s'affirmer sans une conscience culturelle. Une tâche, non sans grandes difficultés, dû à l'effet désastreux de la déculture que subit la société[8]. Ce qui explique chez les Algériens, dès la période d'après-guerre, un éveil de nature objective, un réel intérêt concernant la culture nationale et l'acquisition des techniques inconnues d'eux jusque-là et encore hors de portée, la vie moderne et ses besoins.

La société cherche à évoluer, à s'adapter aux nouveaux modes de vie, bref à s'émanciper. L'Algérien se cherche dans un monde industriel où les affrontements politiques entre classes, entre nations et entre idéologies sont monnaie courante. L'optique de la vie change chez l'Algérien à la lumière des événements et des expériences, quoique la reconquête du sol comme structure d'activité économique reste la fierté de l'individu et de la collectivité.

Cependant, la rupture en tant qu'événement révolutionnaire doit affecter, en plus des phénomènes socio-économiques et culturels, le régime politique en place. La lutte de libération nationale, déclenchée le premier novembre 1954, s'inscrit dans cette optique. Mais il ne faut pas cependant croire que cette lutte est la mise en pratique d'une théorie, ou justifiée par une série de raisons claires, ou approuvée scientifiquement.[9] Il n'est rien de tout cela. La seule vérité, c'est l'existence même d'un peuple et d'une culture.

La lutte de libération a pour idéal l'autodétermination et le pouvoir du peuple à faire son être selon son désir. Le processus de transformation s'articule autour de ces objectifs pertinents. Le mouvement devient sensiblement plus rapide dans les années 1960 et cela dès que la société nationale retrouve sa personnalité politique, son

être collectif et son statut international. Mais il convient de préciser ici que la destruction de la "vieille" société[10] intervient dès 1954 lors de (et par) la guerre de libération nationale.

Pendant presque huit années, la société se désintègre dans toutes ses structures, à tel point qu'à la veille de l'indépendance (05 juillet 1962) *le nouvelle société libre n'a plus que de bien lointains rapports avec celle de l'ère coloniale. Le milieu traditionnel aliéné renonce définitivement à son rôle au profit d'un nouveau milieu autonome tourné vers la modernisation et le développement de l'individu, et adapté aux exigences du présent et de l'avenir.*

La rupture avec le passé consommée, la conscience collective accueille l'espérance nationale, un mythe qui devient une réalité. L'émancipation de la société donne, à un haut degré, une signification historique au vaste mouvement de décolonisation qui s'étend à l'échelle planétaire.[11] En faisant son histoire, cette société devient sujet de l'histoire.

CONCLUSION

L'avènement de la rupture ou de la révolution donne lieu à un changement de fond en comble d'une société sapée à la base et ébranlée jusqu'aux fondements de son être national collectif. Ce changement aura affecté - le phénomène politique relevant désormais de la volonté du collectif, la caractérisation de l'économie définie et orientée en fonction de l'idéologie et des besoins de la société - les structures sociales nourries des réalités et des forces locales, et enfin la culture, entité insaisissable d'expression orale ou écrite libre, novatrice soutenue par un progrès collectif.

La rupture s'est donc réalisée dans tous les domaines de la vie de la société algérienne. Cependant, son avènement s'est effectué dans des conditions et par des moyens spécifiques à l'action armée. Le colon est un élément d'un passé douloureux, chassé de l'imaginaire de l'être Algérien à jamais. Le peuple algérien vit plutôt à l'heure de la reconstruction et de la reconquête de son espace. C'est son devoir politique immédiat. Il reste évident que la maturité politique nécessaire manque de conditions favorables au lendemain de l'indépendance de l'Algérie.

Cependant et alors que le culte de la personnalité est réfuté, la religion, longtemps interdite, reprend sa place dans la vie sociale. La nouvelle société fonctionne avec des structures socio-économiques animées par l'idéologie d'un socialisme religieux où l'état joue un rôle majeur, complété par le privé national. En réalisant sa liberté, l'Algérie dirige le mouvement de l'histoire de décolonisation dans une forme et des dimensions nouvelles.

NOTES

1. Mostéfa Lacheraf, *Ecrits didactiques sur la culture, l'histoire et la société en Algérie*, Alger: ENAP, 1988, p. 251
2. *Ibid.*, p. 267
3. Edgar Morin, "C'est l'ère des ruptures", *Espaces-Temps* (38-39, 1988), p.42
4. Godechot, *La contre révolution*, Paris: PUF, 1984, p. 69
5. Jacques Lévy, "Révolution, fin et suite", *Espaces-Temps* (38-39, 1988), p. 70
6. Jean-Claude Vatin, *L'Algérie politique, histoire et société*, Paris, Presses de la PENSP, 1974, p. 136
7. Mostefa Lacheraf, *Algérie, nation et société*, Paris: Maspéro, 1965, p. 25
8. *Ibid.*, pp. 54-55
9. Jacques Berque, *Dépossession du monde*, Paris: Seuil, 1964, pp.172-73.
10. Une société colonisée, carencée et dominée par des couches sociales aliénées qui favorisent la reproduction des valeurs produites par le cadre colonial.
11. Lacheraf, *Ecrits didactiques...*, p. 241